

L'ÉCOLE, USINE DE REPRODUCTION DU CAPITAL ; NOTRE VIE N'EST PAS À VENDRE !

Message de solidarité d'un groupe de travailleurs d'Iran avec les lycéens, les jeunes et les manifestants en France

Camarades ouvriers et ouvrières, élèves, étudiant·es et jeunes en lutte en France,

Depuis l'Iran, au cœur d'une société où la pauvreté, l'inflation, le chômage, la répression et la précarité de l'emploi sont devenus des conditions ordinaires de l'existence, nous entendons vos voix. Votre révolte ne nous est ni lointaine ni étrangère. Dans votre colère contre l'ordre établi, dans votre refus d'un avenir déjà tracé pour vous et dans votre rejet de la discipline qu'on cherche à vous imposer, nous reconnaissons une expérience que nous connaissons nous-mêmes.

Les frontières nationales, les langues et les différences culturelles ne peuvent masquer une réalité fondamentale : en France comme en Iran, malgré des différences politiques, économiques et historiques considérables, la vie de la majorité reste soumise à un ordre social qui subordonne les besoins humains à la rentabilité. Ici, les budgets de l'éducation et de la santé sont réduits tandis que les moyens consacrés aux appareils policiers, sécuritaires et militaires sont renforcés. Là-bas, les salaires sont rongés par l'inflation, l'éducation et les soins deviennent des marchandises, et les travailleurs sont contraints d'accepter des heures supplémentaires, de cumuler les emplois et de s'endetter pour satisfaire les besoins les plus élémentaires de leurs familles. Dans les deux sociétés, on attend de nous que nous payions le prix de crises que nous n'avons pas provoquées et sur lesquelles nous n'avons que peu de prise.

Nous vous le disons : **votre lutte ne se réduit pas à une politique éducative, à un gouvernement ou à un président. Lorsqu'elle prend conscience de ses racines matérielles, elle peut devenir une lutte contre les rapports sociaux qui subordonnent l'éducation, le travail et l'existence humaine à l'accumulation du capital.**

1. De l'école à l'usine : la reproduction des hiérarchies de classe

On nous répète que l'éducation offre à toutes et à tous les mêmes chances. Mais l'égalité inscrite dans les textes n'abolit pas les inégalités réelles de l'existence. L'enfant d'une famille disposant d'une sécurité financière, d'un logement convenable, de ressources éducatives et de réseaux sociaux ne part pas du même point que celui d'une famille écrasée par les loyers, le chômage et l'épuisement de parents contraints de multiplier les heures de travail. L'orientation scolaire, l'accès à l'université et la possibilité de poursuivre des études ne sont pas indépendants de ces inégalités de classe.

En France, la segmentation des parcours scolaires et les mécanismes de sélection, notamment Parcoursup, peuvent reproduire des inégalités préexistantes sous la forme de décisions

apparemment individuelles et neutres. En Iran aussi, les ressources financières des familles, le coût des établissements et des cours privés, l'accès inégal aux moyens pédagogiques et la pression économique qui pèse sur les ménages ouvriers rendent les possibilités d'études profondément inégales. Le jeune issu d'une famille ouvrière, qui doit se préoccuper simultanément des revenus du foyer, de son avenir professionnel et du coût de la vie, ne se trouve pas dans une situation comparable à celle d'un jeune issu d'une famille aisée.

Le problème ne se limite pas aux différences de qualité de l'enseignement. Dans une société de classes, l'éducation ne transmet pas seulement des connaissances : elle contribue aussi à reproduire les hiérarchies sociales. Certains sont préparés à occuper des fonctions de direction et de contrôle du travail ; d'autres, des emplois spécialisés ou administratifs ; une grande partie de la jeunesse est orientée vers un marché du travail caractérisé par la précarité, les bas salaires et la soumission à l'autorité patronale.

En Iran, une autre réalité s'ajoute à cette situation : même un diplôme universitaire ne garantit ni un emploi convenable ni une existence autonome. Après des années d'études, un jeune diplômé peut se retrouver dans un emploi précaire, mal payé ou sans rapport avec sa formation. On lui demande alors d'assumer individuellement la responsabilité d'un échec dont les causes résident dans la structure économique et les rapports de pouvoir.

Nous défendons le droit de toutes et tous à l'éducation, mais nous refusons une éducation conçue comme un mécanisme de distribution inégale des chances et de préparation des nouvelles générations à l'exploitation. L'éducation devrait permettre le libre développement des capacités humaines, et non mesurer la valeur d'un individu à sa capacité de vendre sa force de travail.

2. De la discipline scolaire à la discipline de l'usine : notre temps ne leur appartient pas

Camarades, jeunes en lutte !

À l'école, on exige de vous que vous soyez présents à l'heure, que vous suiviez un programme établi à l'avance, que vous appreniez l'obéissance et que vous vous prépariez à être évalués selon des critères auxquels vous n'avez guère participé. À l'usine, à l'atelier, au bureau ou dans l'entrepôt, le travailleur doit également adapter ses horaires, son rythme de travail, ses pauses et parfois même ses gestes aux exigences de la production. L'école et l'usine ne sont évidemment pas identiques, et toute forme d'organisation pédagogique ne saurait être assimilée à la discipline du travail salarié. Mais partout où le pouvoir de décider est remplacé par l'obéissance imposée, la question de l'autorité et de la liberté se pose.

En Iran, l'ouvrier qui quitte son domicile avant l'aube, passe des heures dans les transports, travaille sous la pression des contremaîtres et des dispositifs de contrôle de la productivité, puis rentre chez lui épuisé le soir, sait parfaitement comment le temps de sa vie est transformé en temps disponible pour la production du profit. Pour couvrir les dépenses les plus élémentaires, il peut même être contraint de prendre un second emploi après sa journée officielle. Le repos, les

moments passés en famille, la lecture et la participation à la vie sociale sont parmi les premières choses sacrifiées à cette pression.

L'élève issu d'une famille ouvrière n'échappe pas à cette logique. L'angoisse de l'avenir professionnel, la pression des examens, le coût des études et la peur du chômage placent sa vie sous le signe de la compétition avant même son entrée sur le marché du travail. Ce qui est présenté comme une préparation à l'avenir peut devenir un apprentissage de la soumission à des conditions dans lesquelles chacun doit continuellement s'adapter aux exigences du marché.

En Iran, nous subissons également cette pression sous d'autres formes : salaires impayés, contrats temporaires et précaires, insécurité de l'emploi, heures supplémentaires imposées, absence de sécurité suffisante sur les lieux de travail et impossibilité de couvrir les dépenses de logement, de santé et d'éducation. Dans ces conditions, le temps libre n'est pas un simple privilège : il devient un enjeu de lutte pour reprendre possession de notre existence.

Notre revendication ne se limite donc pas à la réduction du temps scolaire ou de la durée du travail. La question fondamentale est la suivante : **qui décide de l'usage de notre temps ?** Devons-nous consacrer toute notre existence à nous préparer au travail, à vendre notre force de travail, puis à récupérer suffisamment pour pouvoir recommencer ? Ou pouvons-nous construire des rapports sociaux dans lesquels le temps et les capacités humaines sont placés entre les mains des individus eux-mêmes et d'une communauté librement organisée ?

Notre vie n'est pas un simple intervalle entre deux postes de travail. L'être humain ne vit pas pour travailler : le travail doit servir la vie, et non la vie servir l'accumulation du capital.

3. Des quartiers populaires de France aux périphéries oubliées d'Iran

Nous savons que l'expérience des jeunes en France, notamment dans les quartiers populaires, n'est pas identique à celle des jeunes en Iran. L'histoire coloniale, le racisme, les discriminations et les rapports de l'État français avec les populations immigrées et marginalisées ont leurs caractéristiques propres. En Iran, la répression politique, les discriminations structurelles, les inégalités territoriales, la concentration des richesses et des services, ainsi que le fossé entre les centres et les périphéries, donnent aux inégalités une configuration particulière. Une solidarité véritable ne consiste pas à effacer ces différences, mais à reconnaître les racines communes de l'oppression au sein même de ces différences.

Le jeune qui, dans un quartier populaire de France, subit la marginalisation, les discriminations et les interventions policières, et celui qui, dans une petite ville, une région défavorisée ou une périphérie urbaine d'Iran, affronte le chômage, le manque de services publics et un avenir incertain, ne vivent pas nécessairement la même expérience. Mais tous deux peuvent comprendre que la précarité ne saurait être réduite à un échec individuel ou à un prétendu défaut culturel. Il faut poser les vraies questions : comment les richesses sociales sont-elles produites et réparties ? Qui bénéficie des ressources collectives ? Quels intérêts tirent profit du maintien de ces inégalités ?

En Iran, de nombreuses familles ont atteint les limites de leurs capacités financières pour se loger, se soigner et éduquer leurs enfants. Le jeune qui ne peut acquérir son autonomie économique, le travailleur dont le salaire s'épuise avant la fin du mois et la famille contrainte de renoncer à un besoin essentiel pour en satisfaire un autre subissent différentes formes d'une même pression économique. Cette pression ne réduit pas seulement le contenu des assiettes : elle détériore aussi les relations familiales, la santé physique et mentale, la possibilité de participer à la vie sociale et la capacité d'imaginer un avenir.

La réponse des classes dominantes à cette crise ne peut être la mise sous contrôle sécuritaire de toute contestation. La police, les tribunaux et les prisons peuvent réduire temporairement les voix au silence ; ils ne peuvent abolir la contradiction entre les besoins de la vie et les exigences de la rentabilité. Chaque fois qu'une revendication est accueillie par la répression plutôt que par une réponse à ses causes, le problème fondamental apparaît plus clairement : qui a le droit de décider des conditions d'existence des autres, et au nom de quoi leur impose-t-on de payer le prix du maintien de l'ordre établi ?

4. De la solidarité symbolique à la force matérielle de la classe ouvrière

Camarades en lutte en France !

Nous ne vous adressons pas des slogans depuis l'autre bout du monde pour retourner ensuite à notre quotidien comme si votre combat concernait une société étrangère à la nôtre. La solidarité de classe n'a de sens que lorsqu'elle dépasse le sentiment partagé pour devenir un lien concret entre les luttes.

En Iran, nous savons que la colère ne suffit pas. Une mobilisation de rue peut ébranler l'autorité de l'État, mais si elle ne parvient pas à devenir une force durable, organisée par celles et ceux qui la font vivre, elle risque de s'épuiser, de se retrouver isolée ou d'être réprimée. Inversement, une grève ouvrière qui resterait séparée des luttes de la jeunesse, des élèves, des étudiant·es, des chômeurs et des autres catégories populaires se heurterait elle aussi à de sérieuses limites.

En Iran, les luttes des travailleurs et travailleuses, des enseignants, des infirmières et infirmiers, des retraités et d'autres salariés ont maintes fois montré que des revendications apparemment distinctes sont étroitement liées. L'enseignant qui lutte pour son salaire et sa dignité professionnelle se trouve confronté à une question commune avec l'élève qui revendique le droit à un enseignement de qualité. Le travailleur qui fait grève pour obtenir un salaire suffisant partage des intérêts matériels avec la famille écrasée par le coût des soins et de l'éducation.

C'est pourquoi nous défendons le renforcement des liens entre les mobilisations des élèves et des étudiant·es et les luttes ouvrières. Non pour qu'un groupe se substitue à un autre, mais pour que chaque lutte puisse renforcer les autres. Les assemblées générales, les conseils indépendants et responsables devant celles et ceux qu'ils représentent, les délégués élus et révocables, ainsi que les liens directs entre lieux de travail, établissements scolaires, universités et quartiers peuvent constituer des moyens de construire cette unité.

Cela ne signifie ni nier l'importance de l'organisation et de l'expérience historique, ni renoncer à une coordination à grande échelle. Le problème apparaît lorsque l'organisation se transforme en un pouvoir autonome, séparé des personnes qui luttent, et leur confisque leur capacité de décision. Aucun parti, aucun syndicat, aucune direction ne devrait s'arroger le monopole du destin d'un mouvement. Une organisation ne devient une force d'émancipation que si elle élargit la participation réelle, la liberté de critique et le contrôle exercé par la base.

Nous ne voulons ni sauveurs ni tuteurs politiques. Nous voulons décider nous-mêmes, collectivement et en lien les uns avec les autres, de notre lutte et de notre vie.

5. Non au régime islamique du capital, non aux régimes capitalistiques sous masque démocratique ; l'émancipation par en bas !

En Iran, nous sommes confrontés à un État qui ne tolère pas les luttes indépendantes des travailleurs et des enseignants, restreint la libre organisation collective et recourt à la répression pour répondre aux revendications sociales. Mais s'opposer à la République islamique ne signifie pas automatiquement se libérer des rapports capitalistes. De même, s'opposer au gouvernement français ne garantit pas, à lui seul, que l'ordre social qui lui succéderait assurerait une liberté et une égalité réelles.

Ni la monarchie, ni la république parlementaire, ni aucune autre forme d'État ne peut, par son seul nom ou sa seule architecture politique, abolir les antagonismes de classe. Les droits politiques et les libertés civiles peuvent différer considérablement d'un régime à l'autre, et leur défense revêt une importance vitale. Mais tant que la majorité sera contrainte de vendre sa force de travail pour subsister et que la production ainsi que les ressources sociales resteront soumises à l'accumulation du capital, la liberté humaine demeurera confrontée à des limites matérielles fondamentales.

Nous revendiquons la liberté d'association, de grève, d'expression et de manifestation, mais nous ne limitons pas notre lutte à ces revendications. Nous voulons que les décisions concernant la production, l'éducation, la santé, le logement et les autres besoins sociaux échappent au monopole de l'État et des propriétaires du capital, pour être prises par celles et ceux qui font vivre la société par leur travail et leur activité.

Il ne s'agit pas de remplacer une minorité dominante par une autre. Il s'agit d'abolir les rapports sociaux dans lesquels une minorité décide du destin de la majorité et où l'existence humaine est subordonnée au profit, à la concurrence et à l'accumulation. L'émancipation n'est ni un cadeau de l'État, ni le produit de promesses électorales, ni le résultat des ordres d'un parti. Elle doit se construire au cœur même de l'auto-organisation et de l'action collective des êtres humains.

6. Notre appel à la solidarité

Camarades élèves, étudiant·es, jeunes et travailleurs et travailleuses de France !

Aux côtés de votre lutte pour un enseignement public et égalitaire, nous vous appelons à renforcer les liens entre votre mobilisation et les combats des travailleurs, des enseignants et des

autres salariés. Ne laissez pas les divisions entre générations, entre personnes en emploi et chômeurs, ou entre quartiers favorisés et quartiers populaires, disperser notre force collective. Face à la répression d'État, défendez les libertés d'association et de grève ainsi que le droit de manifester. Ne laissez pas les jeunes en lutte être réduits à un simple problème d'ordre public.

Nous aussi, en Iran, malgré les restrictions et les dangers qui entravent les luttes indépendantes, nous ne nous considérons pas comme séparés de votre combat. Chaque effort visant à relier des résistances dispersées, à renforcer la solidarité entre les lieux de travail et les lieux de vie, et à reprendre le pouvoir de décision aux institutions qui imposent l'ordre capitaliste participe d'une lutte plus vaste.

Notre solidarité ne signifie pas qu'il faudrait transposer mécaniquement l'expérience d'un pays à un autre. Nous devons apprendre les uns des autres, prendre au sérieux nos différences historiques et sociales et élaborer nos formes de lutte à partir de nos conditions concrètes. Mais un principe demeure incontournable : **aucune lutte pour l'émancipation ne peut conduire à une libération durable si elle ne repose pas sur la force indépendante et organisée des classes dominées elles-mêmes.**

Nous vous le disons : ne confiez pas l'avenir aux gouvernements, aux capitalistes, aux partis en quête de pouvoir ou aux gestionnaires de l'ordre établi. Notre avenir n'est pas leur affaire. Il engage notre vie.

De Téhéran à Paris, de l'usine à l'école, des quartiers ouvriers aux universités : contre la marchandisation de la vie, contre l'exploitation et contre la répression, nous faisons front ensemble.

L'école pour la vie, pas pour dresser les êtres humains à la soumission !

Le travail pour satisfaire les besoins humains, pas pour accumuler le capital !

Du pain, la liberté, l'éducation et la santé pour toutes et tous — pas des privilèges pour une minorité !

Vive la solidarité internationale de la classe ouvrière !

Vive l'auto-organisation et l'émancipation par en bas !